

Politique | Région: La grogne sociale a animé le vote du budget 2018



La cause de la colère des agents régionaux ce lundi : le vote d'une série de mesures à caractère social, concernant les rémunérations, le temps de travail et la complémentaire santé des agents régionaux. Trois dossiers soumis à harmonisation suite à la fusion des 3 ex régions. Des documents votés sous les huées d'une centaine d'agents du siège présents dans les locaux qui ont suivi les débats sur écran géant, n'ayant pu entrer dans l'amphithéâtre régional placé sous bonne garde. Des huées et sifflements, perceptibles jusque dans la grande salle, dans laquelle les conseillers régionaux avaient auparavant pénétré, passant par une haie « d'honneur » des mêmes grévistes tenant en main des tracts vindicatifs. Après un déjeuner animé au son des trompes de brumes et de slogans « Bon appétit sur le dos des agents ! », c'est dans le calme retrouvé que s'est tenu le vote du budget 2018, à hauteur de 3,1Mds €.

Alain Rousset et Pierre Chéret, l'élus en charge du dialogue social et de ces dossiers délicats d'harmonisation auront eu beau promettre et répéter en séance plénière que l'harmonisation des régimes indemnitaires entre les agents étaient « effectués par le haut », et que le retour aux 1607 heures de travail, soit 35h/semaine, étaient « dictés par les préconisations de la Commission régionale des Comptes », ils n'auront pas convaincu les grévistes. Pourtant à l'extérieur de la salle, leurs sifflets, se faisaient entendre à chaque prise de parole de l'un ou de l'autre élu. Ces agents, quant à eux, auraient en effet souhaité un alignement des primes de Poitou-Charentes, les plus favorables des 3 ex régions. Mais « des primes pour certaines illégales », répond simplement le Président.

Quant au passage aux 1607h, il en coûtera 5 jours de congé aux agents concernés, de quoi aussi exprimer quelques insatisfactions, au regard notamment, de la pénibilité de certains postes. Une pénibilité qui dans certaine région, comme en Île de France cite notamment les élus de l'opposition, se voit compensée par ces fameux 5 jours de congés. Un sujet de la pénibilité dont Pierre Chéret, promet en discussion avec les syndicats, « un grand plan global permettant de s'adapter au mieux à différentes formes de pénibilité, à travers une palette d'outils plus vaste qu'une application généralisée du congé compensateur ».

Les économies de la fusion des Régions: "fake news"

Côté chiffres ce nouveau régime indemnitaire amène d'ici 2021, « un nouvel effort de la Région de 17 M€ (dont 6,2 M€ dès 2020 dont 13,7 M€ sont consacrés à la seule catégorie C. » Cette catégorie de personnel, la moins rémunérée, principalement composée des agents travaillant à l'entretien des lycées, verra en 4 ans, « peut-être 3 selon l'évolution des finances de la Région », précise Alain Rousset, une augmentation progressive de la rémunération annuelle équivalente à terme à un mois

salaire. Des efforts financiers que les élus de l'opposition n'ont pas manqué de pointer comme une des formes de la traduction du coût de la fusion des régions.

Des coûts d'autant plus pointés du doigt que le Gouvernement précédent justifiait cette même réforme par la mutualisation des coûts et donc d'économies. Une remarque qu'Alain Rousset, n'a pas nié rappelant tout de même que ce discours n'avait pas été l'époque le sien, et qualifiant d'auteurs de « fake news » ceux qui l'avaient tenu. Quant à la solution d'économie du remplacement d'un départ à la retraite sur deux, soufflée sur les rangs du centre et de la droite, il n'en est pas question pour le Président : « Je ne peux pas le faire, je ne sais pas le faire. Car demain, la région doit être présente sur l'ensemble des territoires de la Creuse aux Landes, de la Vienne au Pyrénées-Atlantiques ! » Concernant l'administration régionale et son organisation, il admet néanmoins, qu'« il y a encore beaucoup de travail à faire en y associant, les chefs de services et les agents ; tout en assurant la présence continue du service public »



"Un budget rigoureux, mais pas de rigueur"

Après un déjeuner encore accompagné par les sifflements et les slogans des grévistes, c'est le débat budgétaire pour 2018, qui a occupé une grosse partie de l'après-midi des élus régionaux, dans une ambiance ayant retrouvé son calme habituel.

Un budget « rigoureux mais pas de rigueur » auront, tour à tour, affirmé Alain Rousset et Andréa Brouille, sa vice-présidente en charge des Finances, dans la mesure où celui-ci garde un niveau équivalent au budget voté l'an dernier, soit 3,1 Mds€, tout en préservant 30% de celui-ci à l'investissement, soit 891 M€. Pour la vice-présidente, « si le Budget 2017 constituait le premier budget de référence pour la Nouvelle-Aquitaine, le Budget 2018 est un budget d'affirmation de notre action qui répond aux attentes d'aujourd'hui, tout en préservant les capacités d'action de demain ».

Des « préoccupations d'aujourd'hui » mises en valeur via une nouvelle présentation formelle du document budgétaire, désormais organisée autour de quatre priorités que sont « l'Economie et l'emploi », auxquels la région réserve 537 M€, soit 16% du budget total, la Jeunesse, qui pèse généreusement, et saluée de tous les bancs de l'assemblée, 1,050 Mds€ soit 32,7% du budget, l'Aménagement du Territoire, pour 582 M€, et la Transition énergétique et écologique qui se voit attribuer 424M€. A cela s'ajoute un pilier dédié à l'administration générale de 517 M€, soit 16% du budget total et 101 M€ pour la gestion des fonds européens. Sur le titre des investissements, elle pointe notamment, l'effort multiplié par quatre concernant le très haut débit qui se voit doté en 2018 de 88M€ contre 20 M€ en 2017, les 107 M€ consacrés aux infrastructures de transport et à la mobilité, les 48M destinés à la modernisation des CFA ou encore les 36 M€ en direction de la recherche, etc.

Quant à « la préservation des capacités d'action de demain », l'élue met en avant le renforcement de l'épargne brute de 21%, soit 275 M€. Une progression permise par la progression des recettes de la région grâce à une fiscalité dynamique (dont CVAE : +10,8 M€, carte grises : +10,8M€ et la perception nouvelle de TVA : +7,3, en remplacement la Dotation Globale de Financement). « Cette amélioration des recettes à 100% répercutée sur le recours à l'emprunt qui passe ainsi de 633 M€ en 2017, contre 585 M€ sur le budget 2018 », soit une diminution de 7,6%, s'enthousiasme la Vice présidente.

"Ne faites pas d'économies sur le dos des citoyens, des entreprises ou des territoires"

Une vision optimiste d'un budget que les élus de la majorité sans surprise partagent, parmi lesquels Lionel Frel, Président du groupe EELV, soulignant un budget « solide et ambitieux », ne reniant, comme habituellement, que les financements dédiés au projet LGV GPSO.

C'est avec un regard bien moins conciliant que l'opposition analyse ce budget. Chacun des groupes politiques, du centre jusqu'à la droite extrême de l'hémicycle ayant voté expressément contre ; les critiques de forme se mêlant aux critiques de fond. Sur la forme, d'abord, Joan Taris (Modem) et Jean Dionis du Séjour (UDI) pointent tout deux « une nouvelle présentation du budget empêchant les comparaisons claires avec le budget précédent ».

Sur le fond, la satisfaction d'Andrea Brouille quant à l'augmentation de l'épargne brute, ne donne pas spécialement le sourire

Joan Taris, qui note qu'avec 65€ par habitant, l'épargne Brute de la région ramenée à l'habitant reste inférieure à la moyenne nationale de 72€ par habitant. Quant à la reconstitution de l'encours de la dette, l'exercice est selon lui rien moins « nécessaire » : « L'encours de dette par habitant place la région au 6ème rang sur 11, avec une capacité de désendettement presque 10 ans à fin 2018 ! ». Face à ce qu'il analyse comme des « ratios dégradés », l'élu Modem exhorte l'exécutif à « faire économies sur les dépenses de structure, et non sur le dos des citoyens, des entreprises ou des territoires ».

« Les jours heureux de l'ancienne Aquitaine »

Même son de cloche à l'UDI pour lequel Jean Dionis souligne notamment des économies à faire sur le budget des ressources humaines : « La productivité administrative, n'est pas un gros mot », assène t-il, tout en regrettant « les jours heureux de l'ancienne Aquitaine avec 30% d'épargne brute », contre 11,7% annoncés dans le budget 2018.

Yves d'Amécourt en représentant des élus LR, rejoint le discours sur les dépenses de structures et illustre « un budget à 8,45€ en communication qui ne baisse pas, là où les dépenses d'intervention cumulent 100 M€ de baisse ». Un chiffre contesté par Arnaud Rousset qui retient seulement et « regrette les 50 M€ enlevés par l'Etat sur le soutien économique et la formation qui forcément répercutent sur le Budget ». « En la matière l'Etat nous tire le tapis sous les pieds ! », vient le soutenir, Stéphane Delpey, Président du Groupe socialiste à la Région.

Une nouvelle feuille de route Santé

Parmi les nombreux dossiers encore évoqués ce mardi, en 2ème jour de plénière, Françoise Jeanson, déléguée à la Santé et à la Silver économie et à la Santé a présenté la feuille de route du Conseil régional sur la Santé non sans, au préalable la distinguer de la Silver économie dont un programme sera soumis à l'assemblée en mars prochain. « Ce n'est pas non plus un Plan régional de santé » a-telle ajouté en rappelant que celui-ci est l'apanage de l'Agence Régionale de Santé, l'ARS.

Cette feuille de route adoptée par l'assemblée a été précédée d'un rappel en direction du gouvernement, d'une part sur l'importance « de répartir les médecins sur le territoire plus efficacement, les mesures incitatives n'étant pas suffisantes », d'autre part de la nécessaire prise en compte de l'importance de la médecine scolaire, elle-même en quelque sorte « désertifiée » et délaissée dans sa fonction préventive.

La Région, de son côté, entend dans son champ de compétences, continuer « le maillage du territoire en poursuivant l'implantation des Maisons et des Pôles de santé », en y rajoutant en particulier « l'aide au logement des internes » et en déployant des outils de coordination autour notamment du numérique. Du débat qui a suivi cette présentation on aura noté la réaction du conseiller régional Max Oxibar (LR) qui, tout en se félicitant que la feuille de route mette l'accent sur l'innovation et la télémédecine a souhaité que la Région puisse contribuer à « la sécurisation du présent » citant la fermeture depuis vendredi dernier de la maternité d'Oloron.



Solène M.

*Credit Photo : Aq
Publié sur aqui.fr le 19/12/2018
[Url de cet article](#)*